

Le traité de Rome

50 ans de malheur pour les peuples et les salariés
50 ans de méga profits pour les multinationales

EDITO

Le traité de Rome marquant l'acte de naissance de la mondialisation et de l'ultra-libéralisme a été signé le **25 mars 1957** avec comme devise « *la libre circulation des services des capitaux et de la main-d'œuvre ...* »

Il s'est d'abord attaqué au charbon et à l'acier pour s'attaquer à toutes les industries : machines-outils, navale, ferroviaire et dans la suite l'automobile, l'électrique et maintenant l'aéronautique. Malgré des luttes massives et fréquentes, les fermetures d'usines appelées de nos jours délocalisations et pratiquées chaque jour de l'année ont jeté à la rue, au chômage, à la misère des millions de salariés et leur famille.

Dès le début, en **1945** nos dirigeants fédéraux, comme **A. Croizat**, avaient décrit le scénario catastrophe de l'Europe du chômage et de la misère. Au **10ème congrès fédéral de Lyon en 1952**, notre regretté camarade **Livio Mascarello** qui vient de nous quitter avait insisté dans son intervention sur le danger de cette construction supranationale, ce qui lui avait valu les foudres du journal « le Figaro » et des dirigeants sociaux démocrates au gouvernement de la France.

A longueur de mensonges, ils ont promis à nos grands-pères, nos pères, que le paradis sur terre passait par l'effacement des frontières et des acquis nationaux dont les nationalisations et les services publics. Résultat, la France est à la limite de devenir un désert industriel, ponctuée de misère de l'industrie et des mines, bronze des plus fortunés d'Europe comme le disait **Henri Krasucki**.

Ont-ils changé de discours ? Non, car voilà ce que l'on entend aujourd'hui :

- **D. Hubner**, Commissaire Européenne : « nous devons favoriser les délocalisations au sein de l'Europe »

- **G. Vergeugen**, Vice Président de la Commission Européenne chargé des entreprises et de l'industrie : « nous ne voulons ni ne pouvons protéger l'industrie européenne contre la concurrence mondiale », « pour faire l'Europe, il faut défaire un peu la France ».

- **Rodolph Van Thadchen**, Coordinateur des relations franco-allemandes : « ce serait pour nous un problème gigantesque que les Français se laissent aller à dire NON ».

- **Nicolas Sarkozy**, Ministre de l'Intérieur, février 2006 : « comment les Français pourraient-ils briser la formidable aventure européenne (en votant NON) »

- **Ségolène Royal**, en mars 2005, elle se déclare : « prête à prendre des risques politiques » si elle devient Présidente et précise : « je ne veux pas que les Français pénalisent les pays européens qui se sont déjà prononcés..... »

Pendant ce temps nous payons encore !

La France va reverser cette année **6,9 %** de ses recettes fiscales à l'Europe soit une hausse d'un milliard d'euros par rapport à **2006**, soit **5 % en 1 an**. De **1982 à 2007** le prélèvement de l'Europe sur les Français est passé de **4,1 milliards à 18,7 milliards**, soit **109 euros par habitant** y compris les nouveaux nés ! L'élargissement aux nouveaux pays coûtera **157 milliards d'euros** entre **2007 et 2013** dont une bonne part pour les délocalisations !! **Renault, Peugeot, Alcatel, Delphi, Faurecia, Airbus et autres** vont encore profiter de la manne européenne au détriment de l'emploi en France. Ce qui a changé c'est que les Français à **55 %** et les Hollandais à **60 %** ont rejeté le **29 mai 2005** le projet de **Traité Constitutionnel Européen** rédigé par le non moins fameux ex-président de la République **Valéry Giscard d'Estaing**.

Ce qui change c'est aussi l'adhésion de la **FTM** à la **Fédération Européenne de la Métallurgie** en **1999** et la constructions des luttes européennes contre la mondialisation comme l'ont réussi les syndicats du groupe **Alcatel-Lucent** le **15 mars** dernier.

Comprendre l'histoire de cette Europe du Capital peut aider à jeter les bases d'une Europe sociale et démocratique respectueuse des peuples et des salariés qui n'existent pas du tout. Et ce n'est pas avec les supporters du « *Oui de gauche* » et du « *Oui de droite* » du **2ème tour des présidentielles** que nous risquons d'être entendus. Il reste la lutte.....

JF Caré



Ambroise Croizat
Ministre du travail

Secrétaire Général de la FTM CGT
L'œuvre sociale de ce ministre que les salariés appelaient « **le ministre des travailleurs** », doit-être reconnue par la Nation.

N° 19
Avril 2007

Les Cahiers de l'histoire de la Métallurgie
94 rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris
Tél : 01.53.36.46.00. Fax: 01.53.36.86.38
<http://www.ftm-cgt.fr>
e-mail : ihs@ftm-cgt.fr
Imprimé par nos soins.

Sommaire

Edito P. 1
L'IHS P. 2

Les dossiers de l'IHS
« Scissions et unité dans
la métallurgie »

Pages de I à VIII

La vie de l'IHS P.3
MACIF P.4

Maquette et rédaction:
JP Elbaz

Archives

L'Institut CGT d'histoire sociale organise un stage « Préservation du patrimoine et valorisation de la mémoire » du 19 au 22 novembre 2007 au Centre Benoît Frachon à Courcelle-sur-Yvette.

Ce stage s'adresse avant tout aux camarades travaillant sur **des fonds d'archives** dans un institut d'histoire sociale depuis le traitement jusqu'à la valorisation de ces archives. Il s'agit, d'une part, de sensibiliser aux techniques de conservation, de tri, de classement, d'inventaire des archives, qu'il s'agisse de papier, de photographie, de film, etc.

D'autre part, ce stage permet d'échanger sur les outils, les moyens, les réseaux permettant de

valoriser les archives syndicales. Pour autant, il ne fera pas des stagiaires des archivistes professionnels mais leur permettra de se sentir moins démunis face à des masses de documents importantes qu'ils pourront ensuite, avec leur institut, mettre en valeur (expositions, ouvrages, conférences, etc.).

A noter que ce stage dure désormais **4 jours**: une visite des **Archives départementales de la Seine Saint-Denis** est

programmée le dernier jour.

La CGT et le Conseil général de la Seine Saint-Denis ayant signé une convention sur le dépôt des fonds d'archives de la CGT, ce sera l'occasion pour les stagiaires de découvrir comment ces fonds sont traités.

Inscription à renvoyer avant le **29 juin 2007** à :

Institut CGT d'histoire sociale
- Case 2-3 - 263, rue de Paris -
93516 Montreuil cedex
Tél 01 48 18 84 90

Commémoration du 8 Mai 1945

Invitation



Groupes de l'Union des Femmes Françaises (UFF) en "Beld" issue des Comités Français de la Résistance et de l'Assistance Française qui pendant la guerre et à la Libération, s'occupent des victimes de la répression.

COMMÉMORATION DU 8 MAI 1945

Sur le thème
**Les femmes dans
la Résistance**

Jeudi 10 Mai 2007

9 h 30

A l'initiative de l'Association Antiraciste Croizat, de la direction du centre Jean-Pierre Timbaud, du Comité d'Établissement, du syndicat CGT et du personnel, de la section syndicale CGT des retraités, de l'amicale des stagiaires, de la cellule Bernard Jugault du PCF

Centre Suzanne Masson le vendredi 04 mai 2007

8h30-9h00 accueil

9h00-11h00 projection du film

« **Indigènes** »

11h00-11h45/12h00 intervention et débat « *la participation des étrangers aux combats pour la libération de la France en 1939-1945, à la reconstruction du pays après la libération. Quel est leur place, aujourd'hui, dans la société française?* »

Jean François CARE S^oG^{al} IHS CGT Métaux sur : colonialisme, étrangers engagés dans l'armée française et participation des immigrés à l'économie française. Aujourd'hui discriminations, expulsion des sans papiers, racisme et exclusion, opposition français-immigrés.

David GINGOLD juif, allemand, antifasciste; témoignage sur l'organisation de la résistance en France parmi les étrangers (FTP-MOI)

· **11h50/12h00-12h45** cérémonie

Guy ROBERT hommage aux disparus
Alain PILLOUX directeur sur **Suzanne Masson**

David GINGOLD témoignage de la résistance des étrangers en France
Jean-François CARE

A l'extérieur du centre hommage du représentant CGT CSM à **Suzanne LANNES** résistante.

Centre Jean-Pierre Timbaud
60, rue de la République - 93108 Montreuil
Cedex

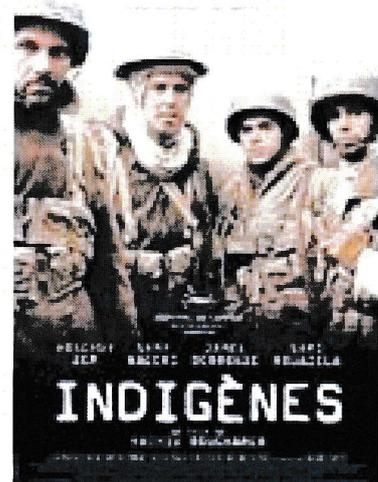
Programme de la journée du jeudi 10 mai 2007

09 h 30 Accueil des invités

09 h 45 Prise de parole de Félix ABECIA, directeur du Centre Jean-Pierre Timbaud

10 h 00 Prise de parole de Odette NILÈS, Résistante internée à Chateaubriant, Présidente de l'Amicale « Chateaubriant - Voves Rouillé »
Visite de l'exposition « Des luttes et des femmes »

10h 30 à 12 h 30 Débat sur la lutte générale des femmes pour leur émancipation: grèves de 1936, la Résistance sous l'occupation et la Libération, le droit de vote ...



La vie de l'I.H.S. métaux



Marius Apostolo

Ancien dirigeant fédéral et confédéral,

Marius Apostolo est décédé

le 16 février 2007 à 83 ans à Arradon dans le Morbihan.

Né le 15 janvier 1924 à Marseille. Ouvrier spécialisé dans la métallurgie, militant de la JOC, il fut, avant d'occuper des responsabilités au secteur immigration de la Confédération, un dirigeant de la Fédération de la métallurgie. Il commença son activité professionnelle à Marseille, aux établissements Griffet.

Il devint secrétaire national du MPF en 1949. Il siégea au Comité national de l'action catholique ouvrière en 1950, activités qu'il poursuivra jusqu'en 1954. En 1951, il est embauché à la Régie Renault. Licencié en 1952 pour fait de

grève politique (commémoration du 12 février 1934), il fut élu secrétaire permanent du syndicat CGT Renault aux côtés de Roger Linet. Lors de la grève à l'Île Seguin, il fut poursuivi et emprisonné à Fresnes, le 27 avril 1953.

Il devient membre du Comité Exécutif Fédéral de la Fédération au 19^e congrès en 1954 et membre du Bureau fédéral. Il sera réélu à ces responsabilités fédérales jusqu'au 26^e congrès en 1966 et restera au CEF jusqu'au 28^e congrès en 1973.

Il fut membre de la commission

exécutive de la CGT de 1967 à 1978.

Marius Apostolo qui dota la CGT d'un journal en direction de la main d'oeuvre immigrée, écrit en plusieurs langues, «*La Tribune des travailleurs immigrés*».

Il représentera de longues années la CGT dans les organisations ou structures gouvernementales concernant l'immigration. Il était marié à Chantal Rogerat, ancienne du bureau fédérale et rédactrice en chef d'Antoinette, magazine de la CGT en direction des femmes.

Ses obsèques ont eu lieu le 21 février 2007.



Livio Mascarello

Livio Mascarello est décédé le 26 janvier 2007. Ses obsèques se sont déroulées le 2 février 2007 entourées de ses proches, ses amis, ses camarades, au nouveau cimetière de Colombes.

Daniel Sanchez, secrétaire général de la Fédération

lui a rendu un dernier hommage comme secrétaire confédéral.

Né le 18 septembre 1919 à Molvena (Italie), Livio Mascarello travaillera dès 1937 comme mineur de fer en Lorraine à la Mine de Boulogny et rejoindra la CGT.

Poursuivi par les autorités occupantes pour aller effectuer le STO, Livio se réfugie à Arles.

A la Libération, il est embauché dans une entreprise de la métallurgie, Richard Ducros à Alès. Il devient rapidement le secrétaire du syndicat.

Licencié pour activités syndicales, il participe à la constitution de l'Union Internationale Syndicale de la métallurgie.

Ambroise Croizat lui demande de rejoindre l'équipe permanente de la FTM CGT. Il entre au secrétariat fédéral au

17^e congrès. Il devient ensuite au 18^e congrès, secrétaire général adjoint de la fédération, responsabilité qu'il assurera jusqu'en 1960. Il restera ensuite membre de la direction fédérale jusqu'au 28^e congrès.

Livio fut également président de l'Union Internationale Syndicale de la métallurgie et responsable de la jeunesse à la FTM CGT.

Il est élu secrétaire confédéral aux côtés de Benoît Frachon au 32^e congrès confédéral en juin 1959.

Membre du Conseil Economique et Social de 1975 à 1984.

La Confédération lui confia de nombreuses années la responsabilité des comités d'entreprises, des délégués du personnel.

Livio était un militant engagé politiquement d'abord au Parti socialiste puis après la scission en 1947 dans un Parti Socialiste Unitaire. Après le coup de force de De Gaulle en 1958, il quitte cette organisation.

Fidèle à la CGT, Livio eut droit aux attaques les plus virulentes à l'époque de la scission.

Il sera tout au long de sa vie, un militant respecté de la CGT, avec son franc parlé, sa fraternité et aussi sa ténacité pour un syndicalisme revendicatif et l'unité d'action.

Les insignes de Chevalier de la légion d'honneur lui furent remises par Henri Krasucki le 17 octobre 2000.

Adhésions et cotisations annuelles

Syndicat - UL - USTM - CCM - 80 €

moins de 50 adhérents 20 €

CGT Individuel : 20 €

Organisme - Association - Bibliothèque : 80 €

Rédiger le chèque à l'ordre de :

"Institut CGT d'Histoire sociale de la métallurgie"

A renvoyer à Institut CGT d'Histoire Sociale de la Métallurgie à l'attention de zahoua

94 rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris

Cette adhésion inclut "Les Cahiers de l'histoire de la Métallurgie".





**Nous sommes plus
de 4 millions à partager une
autre idée de l'assurance**

● **Chaque jour, des centaines d'hommes et de femmes de tous horizons choisissent la Macif.**

En devenant sociétaires, ces hommes et ces femmes affirment leur attachement aux valeurs de solidarité et d'égalité qui marquent notre différence. Car en tant que vraie mutuelle, notre vocation n'est pas de rechercher le profit mais de mettre à la disposition de tous, des contrats d'assurance clairs, sûrs et complets au plus juste prix. Pour la Macif, la solidarité n'est pas qu'un principe : avec la Fondation Macif et le fonds de solidarité, nous aidons aussi les personnes en difficulté. A la Macif, les sociétaires participent directement à la vie démocratique de la mutuelle en élitant leurs délégués. Une démarche qui garantit la transparence de notre gestion et justifie la confiance que plus de 4 millions de particuliers, de sociétés, d'associations et de comités d'entreprise accordent à l'une des premières mutuelles de France.

Pour connaître le point d'accueil Macif le plus proche de votre domicile, www.macif.fr

Tel 01 55 56 57 58

**La solidarité,
ce n'est pas obligatoire
c'est juste essentiel**

MACIF

Scissions et unité dans la métallurgie

conférence repas des anciens

le 4 avril 2007

Par **Bernard Lamirand** Président de l'IHS CGT Métallurgie

Avant d'aborder la métallurgie, il est nécessaire de faire un bref rappel de l'histoire du syndicalisme français et comment il s'est développé.

Le syndicalisme français, c'est une construction faite de regroupement, de scissions, de fusions, d'unifications et de réunifications. Tout un programme.

L'unité une recherche de la classe ouvrière.

Comme chacun le sait, les premiers syndicats naissent dans l'illégalité ; même la République naissante n'en voulait pas ; elle avait interdit tout groupement professionnel des ouvriers (*loi Le Chapelier*). Leur lutte pour être reconnue va être difficile et elle est encore difficile aujourd'hui. La reconnaissance officielle date de **1884**. La reconnaissance dans les entreprises avec la mise en place des sections syndicales et des délégués syndicaux date de **1968**. C'est récent, et **Sarkozy** et **Parisot** du **Medef**, sont en train actuellement de travailler à la remise en cause de ces droits (code du travail et droit de grève, ainsi que la possibilité de présenter des candidats agréés par la patronat aux élections professionnelles).

Il serait fastidieux d'examiner dans le détail ici, comment ce mouvement qui nous conduit à aujourd'hui a permis au syndicalisme français d'exister. Quelques traits forts et rappels nous permettront de saisir ce qui s'est produit et développé dans la métallurgie et qui me conduira à me pencher plus particulièrement sur la dernière scission : celle de **1947** avec la création de **Force Ouvrière**.

La CGT naît à **Limoges** en **1895**. C'est l'unification des bourses du travail et des fédérations

d'industries. Il y aura, avant et après, de nombreuses péripéties pour arriver à des organisations confédérées et fédérées. Des grandes professions vont ainsi se créer : les **fédérations d'industries** qui regroupent l'existant des métiers et des



corporations.

Dans la métallurgie, ce processus met du temps à s'unifier puisqu'il fallut attendre **1909** pour voir la plupart des métaux regroupés dans une seule fédération. Ce processus mis en place à **Limoges** subira des évolutions alternant des phases de regroupements, des scissions, des réunifications pour en arriver à un syndicalisme Français éclaté.

L'unité a toujours été une recherche de la classe ouvrière. Plusieurs raisons motivent ces évolutions.

Des raisons :

- **politiques**. Une tendance des partis politiques ouvriers à vouloir contrôler l'organisation syndicale. La **section française de l'internationale ouvrière** et le parti **guesdiste** cherchaient à diriger la CGT.

La **charte d'Amiens** affirme l'indépendance du mouvement syndical. La séparation des socialistes et des communistes au congrès de **Tours** entraîne la première scission syndicale dans la CGT avec deux organisations : la **CGT confédérée** dite réformiste et la **CGTU** dite unitaire et révolutionnaire.

A noter que cette situation de rapports aux partis politiques existe aussi dans d'autres pays européens. On pourrait par exemple indiquer les liens encore présents aujourd'hui en **Allemagne**, en **Angleterre**, dans les **Pays nordiques** entre les organisations syndicales et la sociale démocratie politique. On pourrait aussi le décrire pour les **pays socialistes** du temps de l'**URSS**.

- **D'accompagnement social**. Ce sont ceux qui préconisent d'intervenir comme simples accompagnateurs du système capitaliste. « *Le grain à moudre d'André Bergeron* ». Les plans sociaux accompagnant les licenciements (**CFDT – CGC – FO**).

- **L'impact du patronat**. Celui-

Les dossiers de la métallurgie CGT

ci travaille de tout temps la division syndicale. Il créera des organisations à sa dévotion. La **CGC** qui a vu le jour grâce au patronat et particulièrement avec les caisses de retraites complémentaires des cadres. La création aussi d'organisations dites « jaunes » au **Creusot** et aussi dans les usines automobiles plus particulièrement.

- **Le confessionnel**. Création de la **CFTC** en **1919** par les soins du **Vatican**. Un mouvement créé pour contenir l'évolution vers la lutte de classe et travailler la collaboration de classe comme le recherche les textes des encycliques qui ont traité de ces questions. D'autres

organisations, en **Europe** seront créées et subsistent encore aujourd'hui comme en **Belgique** avec la **CSC**.

- **le catégoriel**. Le côté professionnel, corporatiste, catégoriel a gardé un certain impact dans notre pays. Ce sont parfois de vieilles racines du mouvement ouvrier qui perdurent. C'est aussi la création « d'un syndicalisme à part », (policiers, éducation nationale, cheminots autonomes)...

Tout cela a conduit à des débats sur l'indépendance du

mouvement syndical par rapport aux partis politiques et aux mouvements religieux et philosophiques.

Le syndicalisme français est aussi traversé par les grandes évolutions du vingtième siècle : les guerres, les crises du système capitaliste, la **révolution d'Octobre en Russie**.

La première guerre mondiale **1914-1918** va diviser la **CGT** entre les tenants de la guerre et ceux pour la paix.

Ce qui se produit va en accentuer cette division et couper la **CGT** en deux parties : ceux qui se situent dans le courant réformiste et ceux qui croient en la révolution pour changer le monde.

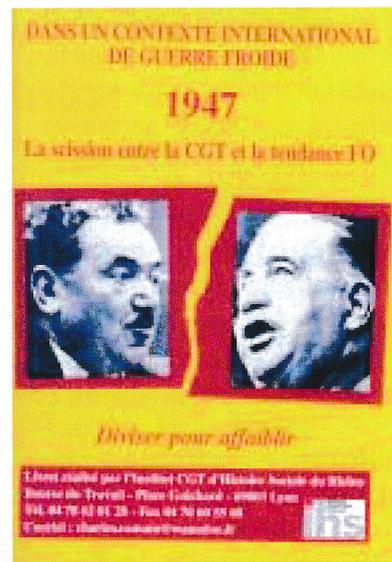
La montée du fascisme ramènera à la 1^{ère} réunification de la **CGT**, à savoir que ce processus fut plus difficile dans la métallurgie où il fallut attendre le congrès de **1936**. A nouveau, la division avec la 2^{ème} guerre mondiale puis la réunification au **Perreux** à travers la Résistance et la libération de la France.

Enfin, la montée de la guerre froide, le **plan Marshall** et une nouvelle scission en **1947** et la création de **Force Ouvrière**.

Dans ces évolutions, il ne faut pas oublier la séparation dans le mouvement catholique avec la création de la **CFDT** en **1964** et le maintien d'une **CFTC** enfermée dans des considérations religieuses et d'un conservatisme lié à sa doctrine de collaboration de tous dans l'entreprise.

Mon propos, pour cette conférence, est de traiter plus particulièrement de la période de la Libération et qui va nous conduire à la scission en **1947** et à ses conséquences par la suite dans la métallurgie.

Je rappelle qu'une communication a été faite sur scission et unité dans un colloque auquel j'ai participé en 2004 en Champagne



Ardennes et qui a valu un dossier spécial reproduit dans nos **Cahiers d'Histoire**.

Je rappelle également que j'ai eu à traiter du syndicalisme sous la botte, sous la domination de **Pétain** et de la **Charte du travail**. De la collaboration particulièrement forte de la **fédération pétainiste** de la métallurgie et de dirigeants qui s'étaient opposés à la réunification en **1936** et qui furent avec l'**UIMM** de zélés collaborateurs des **nazis**.

Donc, j'éviterai d'y revenir, pour consacrer particulièrement cette contribution à l'après deuxième guerre mondiale et au processus qui nous a conduit à l'existence aujourd'hui d'un syndicalisme pluriel et divisé.

Que s'est-il passé alors dans la métallurgie dans cette période ?

Un bref rappel s'impose. Après le **pacte germano-soviétique**, le parti communiste est interdit, ses militants sont pourchassés, dans la **fédération CGT de la métallurgie** où les majoritaires sont pour la plupart communistes, ceux-ci sont poursuivis et arrêtés. De nombreux syndicats sont



Les dossiers de la métallurgie CGT

dissous. Les principaux dirigeants dont **Croizat** sont emprisonnés. Ils seront, pour les autres, pourchassés pendant toute la guerre ; ils seront conduits dans les bagnes, les camps de concentrations. Certains ne reviendront pas de ces déportations.



La **Fédération de la Métallurgie** paiera un lourd tribut et ses principaux dirigeants furent à la tête de la résistance, **Roger Linet, Rol-Tanguy, Semat, Costes, Jourdain, Gautier, Borne...** (Voir livres de Roger Linet)

Benoît Frachon, métallo, conduira la Résistance et la place de la CGT dans le combat contre l'ennemi et la collaboration ; c'est lui et **Raymond Semat** ainsi qu'**André Tollet** qui seront à l'origine du processus de la réunification au **Perreux en 1943** avec **Jouhaux** et aussi les dirigeants réformistes de la fédération des métaux qui s'étaient séparés des collaborateurs.

Dans ces conditions, les métallurgistes vont être au cœur de la réunification et du programme du **Conseil**

National de la Résistance, bien sûr avec d'autres professions. **Croizat** jouera un rôle particulier, à sa libération à **Alger** dès **1943**, et il entreprendra dès cette période la construction de la protection sociale à **la Constituante d'Alger** puis à **l'Assemblée provisoire** à la Libération.

1945/1946 sont donc des années formidables dans la reconstruction syndicale.

C'est la période où de grandes lois sociales sont votées. **Ambroise Croizat**, tout en restant secrétaire général de la Fédération des métaux reconstituée dès **1944**, est le **Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale**.

L'unité syndicale dans la métallurgie est refaite. Il y a les communistes, les socialistes, des chrétiens et cela va bien se passer au **Congrès de 1946**.

La fédération des métaux atteint le chiffre de plus **950 000 adhérents**.

Ce processus d'unité est cependant fragile. Certes l'unité se vit dans l'allégresse de la Libération et du prestige des résistants ; et en particulier des communistes qui sont nombreux dans les directions syndicales des entreprises de la métallurgie.

Dans les entreprises, l'on se bat pour des droits sociaux et syndicaux nouveaux, pour les nationalisations, pour que les collaborateurs soient punis.

L'unité est une dynamique forte.

Benoît Frachon s'adresse à la **CFTC** pour créer une seule organisation syndicale. On en fait de même dans la métallurgie.

Semat, qui remplace et supplée **Croizat** devenu ministre du travail, intervient dans **l'union des métaux n°2** de **novembre 1945** et je le cite lorsqu'il reprend une intervention de **Charles Souvouillon**, secrétaire général de la fédération des métaux (catholiques) : « lorsque je vois

nos camarades de la CGT, je suis émerveillé par le fonctionnement de leur fédération... Pour tout dire, tous ont une tâche bien déterminée...

» après avoir fait l'état de faiblesse de son organisation, il indique : « *la fédération restera ce qu'elle est et petit à petit elle s'étiolera* ».

Et **Raymond Semat** répond : « *tous nous tendons la main à nos frères catholiques perdus dans une organisation squelettique et leur disons prends place parmi nous. Ta liberté d'expression et de pensée y sera respectée. Oui, il faut une seule CGT en France* ». Dans cette intervention, il faut voir que cette unité organique ne peut se faire qu'en entrant dans la fédération **CGT de la Métallurgie**, **Benoît Frachon** nuancera, il parlera « *de maison commune* » (Au rythme des jours).

Une deuxième intervention vient renforcée cette idée d'un mouvement syndical fort, unifié et dans une seule organisation. L'unité y est forcément présente. Extraits du **25^e congrès du 12 au 16 mars 1946** sur unité de notre grande famille syndicale.

Je cite :

« *Dans l'histoire syndicale, combien y a-t-il eu de controverses, de discussions sur l'unité, c'est que celle-ci était notre moyen le plus efficace contre l'ennemi de classe. Aujourd'hui, cette unité a largement dépassé le cadre syndical pour exercer ses bienfaits dans le domaine social et patriotique.*

C'est le fascisme qui, par son régime de terreur et son action antisociale, a porté l'attention, non plus des seuls syndicalistes mais de tous les français, de tous les démocrates, sur la nécessité de faire front contre les trusts sans patrie, pour la réalisation de l'unité que facilitera

Les dossiers de la métallurgie CGT

le développement de la démocratie...

Nous avons bien travaillé en réalisant l'unification des forces syndicales, des forces progressistes que sont les nôtres, mais il reste beaucoup à faire... Nous approchons de 900 000 syndiqués sur 1 300 000 métallos. Notre mot d'ordre vers le million d'adhérents ». En un mot, cette déclaration indique que l'unité qui se généralise à toute les forces vives permet une forte syndicalisation mais surtout crée les conditions de l'Unité.

Mais cette idée de faire une seule famille professionnelle développée par **Raymond Semat** ne dure pas. **Tessier**, secrétaire général de la **CFTC**, répond à **Benoît Frachon** par une « fin de non recevoir ».

Dans la métallurgie, la fédération rencontre les premières velléités de désunion à partir des cadres. Elle doit déjà repousser une démarche émanant de la confédération visant à créer une organisation nationale des ingénieurs mais le danger vient particulièrement de l'**UIMM** qui a besoin, après sa collaboration avec **Pétain**, de recréer un espace de collaboration de classe. Les ingénieurs sont particulièrement visés.

C'est **Stremetz**, ingénieur, responsable de cette catégorie, qui intervient dans l'*union des métaux* pour qualifier cette menace venant de l'**UIMM**.

L'union des métaux N°5 de Mars / avril 1946 : sous le titre : **CGC organe de division**.

Il rappelle ceci dans un papier : « que le 15-10-44 se regroupèrent les éléments qui jouèrent un rôle important dans « la charte du travail », l'organisme centralisateur prit le nom de **CGC** et engloba d'une part la **FNSI** et d'autre part la **CGCE** ».

Il indique « La **CGC** a été constituée pour faire échec à l'afflux des ingénieurs et cadres à la **CGT** en faisant miroiter à ceux-ci une position privilégiée les différenciant des autres travailleurs ».

Puis « La chambre patronale refuse de siéger en l'absence de la **CGC**. Celle-ci signe le statut unilatéral de l'**UIMM**... pendant que nous prenions position contre ce statut devant le ministère du travail ».

C'est dans cette période que la fédération des métaux décidera de développer son activité propre en direction des ingénieurs et cadres. La Fédération des métaux après le congrès fédéral de **1946** peut tirer un bilan flatteur. Elle développe une activité forte pour la reconstruction de la **France**. Elle est au cœur de la mise en place de la protection sociale, des comités d'entreprises avec l'apport de **Croizat**, ministre du travail. Elle réagit aux attaques venant du patronat et de la droite qui s'insurge contre les nationalisations, le développement de l'**Aéronautique civil** auquel la fédération est engagée dans le processus d'une flotte nationale. Et **Semat** fait les comptes en cette fin d'année **1946** ; il annonce une progression des effectifs et du nombre de syndicats de la métallurgie : **1229 syndicats** contre **1123** en début d'année. **913 459** adhérents pour **1 220 000** métallurgistes. Une progression fulgurante puisqu'en **1944**, la fédération pétainiste ne comptait plus que quelques dizaines de milliers d'adhérents. Il lance un slogan : « **plus un non syndiqué dans l'usine. Unité dans la CGT. En avant pour le million d'adhérents** ».

Ce discours est renforcé par un souci de la démocratie. **Gatignon** indique, c'est un secrétaire fédéral : « la démocratie ne doit pas être



un vain mot ». Et il y a une volonté de s'adresser à tous les syndiqués. La fédération soigne sa relation avec la base.

Cette intervention de **Gatignon** marque cependant un souci : « la fédération travaille-t-elle la participation de tous ? » N'y a-t-il pas, c'est moi qui le souligne, des dangers qui se préfigurent ? Certes la fraction **Force Ouvrière** forte dans les **PTT** est faible dans la métallurgie, mais n'y a-t-il pas là le besoin de s'adresser à tous les syndiqués face à d'éventuelles manœuvres de division ? C'est ce que l'on peut ressentir à la lecture des **Unions des métaux de fin 1946 début 1947**.

On le ressent par deux interventions dans l'union des métaux ; je les cite brièvement : Toujours **Gatignon**, « il faut faire tout ce que l'on peut pour intéresser, attacher les syndiqués à leur syndicat, à leur fédération, à la **CGT** » et plus loin « nous voici au début de l'année 1947, les événements nous contraignent à une vigilance sans cesse accrue ». Le plan Marshall, la guerre froide ne sont pas loin. La **CIA** travaille la division, **Jouhaux** se rend aux **Etats-Unis** et dans le gouvernement, la situation

Les dossiers de la métallurgie CGT

évolue vers des ruptures qui se préparent.

De Gaulle a quitté le gouvernement, les centristes et les socialistes se tournent vers les **Etats-Unis** et le patronat relève la tête ; on sent que la situation politique se dégrade et que les conséquences se mesurent dans la fédération de la métallurgie unifiée.

Les oligarchies financières sont visées, bien sûr ; mais dans le **n°10 de l'Union des métaux de janvier 47** avec pour titre « **A coup de burin** », les choses se disent « *user les socialistes après avoir écarté les communistes, creuser le fossé entre les deux partis ouvriers, imposer enfin le fameux serviteur de Colombey* ».

Là ce sera plus tard.

La rupture

Les clivages apparaissent alors dans la fédération des métaux unifiée.

Les choses commencent à se crispier au **congrès des ingénieurs et cadres de la fédération de la métallurgie** avec la présence de **Jouhaux**, secrétaire général de la **CGT**. **Jouhaux** ne vient pas pour faire une visite de représentation et de courtoisie. Il vient pour tâter le terrain de la métallurgie et des cadres qui la composent.

Dans **l'Union des métaux n°11**, dans le compte-rendu, il est fait état d'une divergence.

Je cite : « *il y eut une divergence sur un point important puisqu'il mettait en doute l'indépendance et la démocratie du syndicat, c'était inacceptable et la résolution adoptée a consacré l'orientation proposée par le syndicat par 91 mandats contre 37 et 9 abstentions* ».

Nous arrivons alors dans la période où les choses vont s'enchaîner rapidement. **Le plan Marshall** se met en place.

Ceux qui ont participé à la Libération et à la reconstruction du pays ne vont pas tarder à s'affronter.

Comment concilier « *bataille pour la production et revendications salariales, faut-il accepter le plan Marshall ?* »

L'enjeu est politique, il est de classe.

Comme le dit **Georges Séguy** dans son livre « **les 100 premiers printemps** », « *ce plan américain, sous couvert d'aide aux pays européens dévastés par la guerre, était destiné à contenir la poussée progressiste en Europe occidentale et à asseoir la domination économique et politique des Etats-Unis* »... « *En France, dit-il le programme démocratique et progressiste du Conseil national de la Résistance est sa cible* ».

Pour les uns, le plan Marshall c'est la domination **US**, pour les autres il s'agit d'aménager le capitalisme et accepter les importations de matériels **US**.

En même temps, le monde se partage en deux camps.

La rupture est alors proche. Elle survient dans **les grèves de 1947** et sous ce prétexte les ministres communistes sont sortis du gouvernement.

FO va naître sous les fonds baptismaux des syndicalistes américains (**AFLCIO**)

subventionnés par la **CIA** dans une **Amérique** qui ne va pas tarder à faire la chasse aux communistes (**Le Maccarthysme**).

Croizat reprend sa place de secrétaire général de la **FTM CGT**. Il fait une déclaration :

« *Rien n'est changé. Je ne mériterais pas votre confiance si, par malheur, je m'étais laissé aller au cours de mon activité gouvernementale, à oublier vos souffrances, vos difficultés, en un mot, à sacrifier purement et simplement vos intérêts.*

Mes attributions étaient devenues



inexistantes... Depuis janvier... je ne pouvais régler moi-même le plus petit conflit sans en référer à mes deux protecteurs qui s'employaient de leur mieux à empêcher son règlement.

Plus loin, « *il faut donc en conclure que l'œuvre de reconstruction et de redressement industriel de la France doit, selon certains, c'est à dire de ceux qui nous ont exclus, être supportée uniquement par les travailleurs. Il n'y a rien de changer, hier comme ministre du travail, aujourd'hui, comme secrétaire général de la FTM CGT, je reste dans le combat pour cette œuvre de résurrection complète* ».

La division est consommée, politiquement et syndicalement. **FO se crée dans la métallurgie en 1948** et quelques dirigeants de la tendance confédérée s'en vont mais le rayon d'action de cette nouvelle organisation est limité dans les métaux. **Force Ouvrière** aura une influence très faible dans les grandes entités industrielles de la métallurgie.

Cela confirme le poids dominant du syndicalisme de classe qui s'était déjà vérifié en **1936**. La

Les dossiers de la métallurgie CGT

Fédération des métaux était déjà dominé par la tendance révolutionnaire.

S'ouvre alors une période où cette organisation « **force ouvrière** » est attaquée violemment dans les écrits de la fédération.



FO est attaquée mais aussi le gouvernement.

La division est flétrie... **Jean Breteau** fait une intervention très vigoureuse pour ne pas dire virulente dans l'analyse de la grève des métallos réprimés par le gouvernement et il dit : « les valets de l'impérialisme emploient les armes de la division.

... L'œuvre de division a été attribué au socialiste **Daniel Mayer** ...

Pour cette basse besogne, il est servi par la CFTC et la CGC... par des éléments des groupes de « force ouvrière » par « les comités d'actions syndicalistes » et des soi-disant « comités pour la défense de la liberté du travail ».

Dans le **numéro spécial** de **janvier 48**, il est précisé :

« des jaunes, des briseurs de grève, dignes serviteurs du ministre socialiste » ...

Janvier 48, ce même numéro spécial : **Déclaration des travailleurs de la métallurgie**. La presse anti-ouvrière, du populaire à l'époque et la radio

aux ordres de Schuman, le haut patronat, les scissionnistes de « force ouvrière », les diviseurs de la CFTC, tous ont été complices pour dénaturer le caractère de votre lutte et en obscurcir les buts en répandant les calomnie de la « grève politique ».

Les scissionnistes de « force ouvrière » sont chargés de répandre le poison de la division jusqu'au cœur de nos syndicats pour faciliter l'application de la politique du gouvernement de la 3^e force ; politique préconisée par **Léon Blum**, approuvé par le grand patronat, aidé par **De Gaulle** et imposée par les impérialistes **US**.

Vers l'unité d'action

Mais ces réactions vives pour flétrir la trahison de **FO** vont vite faire place à un retour au travail unitaire. On pense dans un premier temps au retour à l'unité ; il y a toujours cette constance de l'unité comme faisant partie du combat de classe.

On désire passer à autre chose. C'est **Stremetz**, secrétaire général du **SNCIM***, qui intervient pour relativiser l'impact de **FO** dans la métallurgie.

Il dit : « la manœuvre **FO** a fait long feu ».

Croizat précise « notre vieille fédération continue » et il souligne « que 950 000 cartes ont été expédiées ? Un recrutement important est enregistré et c'est sous le signe de l'unité que les organismes de direction ont été complétés ».

Il y a encore dans cette période, une réaction violente de **Semat**, je le cite :

Union des métaux N°19 d'avril 48 « Hurlez les loups de Truman, jappez les caniches de la presse à gages, déversez les dollars, financiers internationaux à vos laquais de **FO** et de la CFTC. Grouillez et dévorez-vous, par vos appétits personnels, dans votre

panier à crabes **FO** qui dégage des relents nauséabonds, pestilentiels de cadavres ! ».

La question de l'unité prend alors une autre tournure, on n'a plus la croyance à une évolution vers un retour rapide de la fraction **FO** dans la **CGT**. Le contexte politique se dégrade davantage et j'y reviendrai par la suite. Un travail d'unité prend alors une nouvelle dimension « **l'unité d'action** ».

On la situe sur le plan revendicatif et sur le terrain dans les entreprises. On met en évidence les luttes et la présence des autres organisations syndicales à la base.

Dans *l'union des métaux* de **juillet 1948**, **Alfred Costes**, secrétaire fédéral sous le titre « **la marée monte** » en identifie les caractéristiques : « les travailleurs à **FO**, à la **CFTC** ou à la **CGC** passent par dessus la tête de leurs dirigeants et viennent rejoindre le combat auprès de leurs frères de classe qu'ils n'auraient jamais dû quitter... ».

Le mot d'ordre du congrès de **1948** entre ainsi dans les faits, « **unité – unité d'action** » tel est un des slogans.

On incite aussi, au retour à la fédération des brebis égarées pour ainsi dire ; le **CEF** recommande qu'il soit procédé à un échange gratuit de cartes syndicales dans tous les cas où des travailleurs abandonnent les dirigeants de **FO**, de la **CFTC**, de la **CGC** ou autres pour prendre leur place dans les rangs de la **CGT**. Le **CEF** constate avec satisfaction qu'à travers la lutte active menée, l'unité d'action se réalise.

H. Jourdain, qui me semble-t-il, a du jouer un rôle pour dépasser le bras de fer de sommet, met en avant l'accord des métallos parisiens dans

* Syndicat National des Cadres et Ingénieurs de la Métallurgie

Les dossiers de la métallurgie CGT

L'union des métaux d'octobre 1948. Il pointe plus particulièrement les relations avec la **CFTC**. Il dit: « il y a un an, les travailleurs se divisaient dans la lutte pour l'augmentation des salaires et la garantie du pouvoir d'achat. Aujourd'hui, ils s'unissent puissamment dans cette lutte et la scission est au terme de sa liquidation ».

Là, évidemment, il sublime cet accord, la scission est un fait installé et on a du mal à croire en lisant ***L'Union des métaux*** qu'on y reviendra dans les termes de 1936.

L'unité à la base

Certes, on parle encore d'unité totale comme la dit **Semat** mais on n'y croit plus.

L'idée de l'unité d'action à la base est ainsi proclamée.

A. Croizat le résume ainsi dans son édito d'**octobre 1948** de ***L'Union des métaux***, je le cite « Or si les travailleurs luttent contre le patronat en réalisant partout leur unité, comme ce fut le cas au Creusot, au Boucau et dans la Loire et, en ce moment en Meurthe et Moselle, ils ont absolument raison et nous sommes quant à nous entièrement solidaires de l'action qu'ils mènent. Ils se rassemblent avec les syndiqués FO et chrétiens établissant en commun leurs revendications et déterminants les moyens d'actions les plus efficaces pour faire rendre gorge à leurs patrons qui, eux, bénéficient, très largement, des générosités gouvernementales ».

Derrière cette considération, suit le protocole d'accord RP métaux **CGT – CFTC**.

Puis « **la vérité en chaire** » dans cette même **union des métaux**. Il est dit : « En Meurthe et Moselle, la grève juste des métallurgistes et des mineurs à la sympathie de toute la

population. L'unité d'action est l'idée force de tous pour assurer le succès. Les grévistes ont raison en parlant des curés du département qui l'expliquent ainsi en chaire ».

Plus loin, « ingénieurs mensuels ouvriers s'unissent » précise le **SNCIM**.

Il est alors fait état de la grande lutte des sidérurgistes de **Meurthe et Moselle**. Les leçons d'une grande lutte sont tirées.

« Le résultat de la Meurthe et Moselle : salaires réels majorés de 26 %, primes de fin d'année, 47 000 travailleurs de Meurthe et Moselle, 42 000 Moselle, dont 25 000 bassin de la Sambre.

L'exemple des sidérurgistes de Meurthe et Moselle montre la voie que tous les travailleurs de la métallurgie doivent suivre, que de partout dans toutes les usines de la métallurgie, l'unité se réalise entre les adhérents de la CGT, de la CFTC et de FO, qu'il soit procédé à l'élection de comités d'unité au sein de chaque entreprise et que soient exigées des satisfactions légitimes auxquelles vous avez droit ».

Nous sommes à présent en 1949

et la fédération souligne que la reprise des cartes s'avère d'ores et déjà comme un succès puisque le nombre de cartes placées est supérieur à la période correspondant de 1948. 1949, c'est un tournant, la guerre froide est au cœur de toutes les interventions fédérales, la scission est consommée, **FO** est pleinement engagée dans l'anti-communisme qui va le caractériser pour une longue période.

Les titres et articles de ***L'Union des métaux*** montrent que d'autres dangers planent. La guerre, les risques de conflits par l'arme atomique, la fédération va s'engager dans tous les combats pour la paix et le désarmement contre les guerres coloniales. Tout cela est une autre page d'histoire.

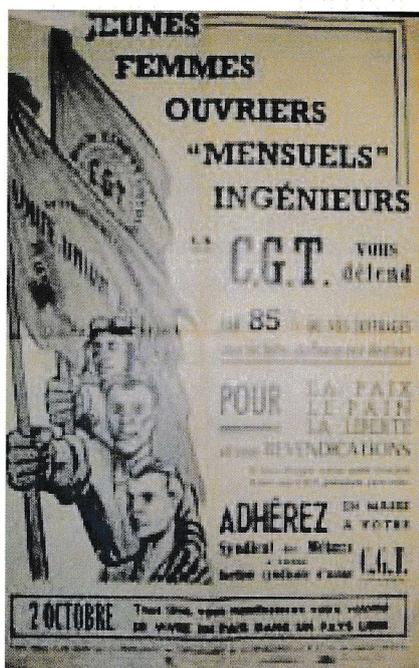
En mai 1949, **Jourdain** intervient encore fortement sur les mille et une raisons de s'unir: « Que vous pensiez socialistes, communistes ou chrétiens, que vous apparteniez à la CGT – CFTC, FO ou CGC, que vous soyez syndiqués ou non, vous êtes victimes de la même exploitation ».

Roger Linet à **Renault** dit la même chose, « ouvriers, employés, techniciens, cadres, hommes, femmes, jeunes, tous s'étaient rassemblés à l'appel des 4 sections syndicales CGT – CFTC – CTC – FO pour agir pour une autre répartition des bénéfices ».

Mais nous sommes en pleine guerre froide, les maîtres des forges quant à eux organisent la **Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier**.

La fédération des métaux va s'y opposer avec force comme toute la CGT concernant la communauté européenne de défense, elle sera mise en échec.

Pour conclure, la CGT dans



Les dossiers de la métallurgie CGT

cette scission, va perdre plus de la moitié de ses adhérents qui n'iront pas plus à FO.

FO va s'implanter dans la fonction publique et peu dans le privé.

L'éducation nationale va se mettre hors CGT et FO. Cette division va faire très mal au mouvement syndical.

A nouveau, le social sera réduit et les avancées de la Libération remises en cause. La Sécurité Sociale n'ira pas jusqu'à son universalisation prônée par Ambroise Croizat.

Les nationalisations n'auront pas le caractère démocratique envisagé.

Le droit de grève sera attaqué.

Les guerres coloniales et le surarmement vont alors prendre le dessus, malgré de nombreuses grèves le syndicalisme est à nouveau de par sa division réduit à la défensive.

Survivra dans ces moments le gaullisme et la 5^e république qui vont accentuer ce clivage

syndical qui fera le bonheur d'un patronat tout puissant.

Cette scission de 1947 va poursuivre sa route à travers la 5^e république.

Les rapports syndicaux vont devenir de plus en plus conflictuels.

Une ligne de partage va se faire entre un syndicalisme qui se dit indépendant mais fixe ses pas dans un atlantisme US et un syndicalisme CGT englué dans la situation de guerre froide mais qui va avec bien du mal essayer de se sortir de ce clivage.

Cette période de scission a-t-elle établi définitivement un syndicalisme morcelé en France? La question mérite débat.

Les raisons de cette division sont-elles toujours d'actualité? Par exemple la guerre froide qui a fracassé le syndicalisme français.

Par contre, la division syndicale a-t-elle encore valeur, face à un patronat qui réfute y compris un syndicalisme de compromis à travers une déréglementation

sociale qui met de côté les droits et libertés syndicales?

N'y a-t-il pas aujourd'hui toutes les raisons pour que chaque organisation dépasse ce clivage hérité du 20^e siècle?

Les grandes organisations nationales ouvrières se retrouvent aujourd'hui dans la CES avec chacune leur identité, leur point de vue, leurs différences d'appréciations des situations sociales et sociétales.

L'enjeu des blocs est derrière nous; n'y a-t-il pas possibilité de construire du solide sur le plan syndical mondial? La CIS n'a-t-elle pas ce but face à cette dominante du libéralisme et des multinationales qui pillent et exploitent les travailleurs du monde entier.

Alors le syndicalisme rassemblé comme le préconise Louis Viannet n'est-il pas l'espoir du neuf en syndicalisme pour cette planète.

Osons le croire!

Bernard Lamirand

Nouvelle série — N° 18

FÉDÉRAL

MARS

L'UNION DES MÉTALLURGISTES

Organe de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie 213, RUE LA FAYETTE - PARIS 15^e TEL. : 337. 00 25.

**...UNITÉ
UNION
ACTION**

de tous les travailleurs de la métallurgie et de toute la Nation pour l'application d'une politique Française qui garantira la Paix, le bien-être et la liberté des travailleurs et l'indépendance de la France.